



DIRECTION DES ACHATS

GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

SOMME LITTORAL SUD

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Fourniture d'équipements électroménagers pour les établissements
du GHT Somme Littoral Sud

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit le cadre de la proposition, ainsi que les limites des prestations entre le(s) fournisseur(s) et le groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.



Table des matières

1. Objet et étendue de la consultation	3
a. Objet de la consultation	3
b. Durée de l'accord-cadre	3
c. Allotissement.....	3
2. Descriptif des produits par lot	4
a. Documentations exigées	4
Lot 1 : Fourniture de matériels « Gros électroménager »	4
Lot 2 : Fourniture de matériels « Petits électroménager »	5
b. Matériel issu du réemploi ou reconditionné	5
3. Prestation d'installation	6
4. Modalités d'exécution	6
a. Rupture de stock	6
b. Promotions	7
c. Délai de production d'un devis	7
5. Garantie et service après-vente.....	7
a. La garantie	7
b. Le service après-vente.....	8
6. Développement Durable.....	8
7. Modalités de livraison spécifiques au CHU Amiens Picardie.....	8



1. Objet et étendue de la consultation

a. Objet de la consultation

Cet accord-cadre concerne la fourniture, la livraison et l'installation de divers appareils électroménagers, pour un usage domestique. Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande. Il inclut la fourniture de petits et gros électroménagers destinés aux établissements du GHT Somme Littoral Sud.

b. Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est passé pour une première période de 12 mois à partir de la date de réception de la notification par le titulaire puis reconductible 3 fois 12 mois, le marché ne pouvant excéder 48 mois.

Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution :

Cette procédure d'achat concerne les établissements du GHT Somme Littoral Sud suivants :

- CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE
- CENTRE HOSPITALIER D'ALBERT
- CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN
- CENTRE HOSPITALIER DE CORBIE
- CENTRE HOSPITALIER DE DOULLENS
- CENTRE HOSPITALIER DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL SUR MER
- CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE LA BAIE DE SOMME
- CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER ROYE
- CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS PICARDIE
- ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE DE LA SOMME

Lieux d'exécution : Les lieux et dates de livraisons seront à renseigner sur les bons de commande.

Les commandes sont passées selon les besoins des établissements à l'aide de bons de commande qui incluront :

- La référence au marché ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- Le lieu et la date (ou délai) de livraison.

c. Allotissement

Le présent marché est décomposé en 2 lots :

Lot n°1 : Fourniture de matériels « Gros électroménager »

Lot n°2 : Fourniture de matériels « Petits électroménager »



2. Descriptif des produits par lot

a. Documentations exigées

Fiche technique : Le Titulaire s'engage à fournir toute la documentation technique (par exemple : indice de réparabilité, garantie constructeur, référence, etc.) ainsi qu'un manuel d'utilisation rédigé en langue française, nécessaires au bon fonctionnement et à l'entretien courant du matériel livré.

Lot 1 : Fourniture de matériels « Gros électroménager »

Le terme « gros électroménager » désigne des appareils volumineux et motorisés, conçus pour répondre aux besoins domestiques ou semi-collectifs, notamment :

- Appareils de conservation et de refroidissement des aliments : réfrigérateurs, congélateurs, combinés réfrigérateur-congélateur ;
- Appareils de lavage : lave-linges, sèche-linges, lave-vaisselles ;
- Appareils de cuisson : fours, plaques de cuisson, cuisinières, hottes aspirantes ;
- Autres équipements associés : appareils encastrables ou en pose libre

Le détail technique des équipements est indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

Ces équipements doivent respecter :

- Les normes européennes de sécurité électrique et énergétique applicables (CE, étiquette énergétique, etc.) ;
- Les exigences techniques.

Les usages prévus sont semblables à un usage domestique ou semi collectif.

Ces derniers incluent :

- L'équipement des logements de fonction ;
- Les espaces de repos ou de services pour le personnel ;
- L'amélioration du confort des patients.

Les produits fournis devront être garantis contre tout défaut de fabrication et toute usure prématurée pour une durée conforme à celle spécifiée dans le contrat. La liste des appareils les plus souvent utilisés est recensée dans le bordereau des prix unitaires (BPU), le prestataire doit proposer l'ensemble de ces équipements. Les matériels proposés dans le BPU doivent être neufs dans leur emballage d'origine et sous garantie. Les quantités indiquées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) sont des quantités estimatives. Le DQE n'a pas de valeur contractuelle.



Lot 2 : Fourniture de matériels « Petits électroménager »

Le terme « petit électroménager » désigne des appareils électriques portables ou compacts, conçus pour répondre à des besoins pratiques dans le cadre d'un usage domestique ou semi collectif. Ces équipements incluent, sans s'y limiter :

- Appareils de préparation culinaire : grille-pains, mixeurs, bouilloires, cafetières, robots multifonctions, blenders ;
- Appareils de réchauffage : fours à micro-ondes, plaques chauffantes compactes ;
- Appareils d'entretien et de soin : aspirateurs portables, balances électroniques.

Le détail technique de ces équipements est décrit dans le bordereau des prix unitaires.

Ces appareils doivent respecter :

- Les normes européennes de sécurité électrique et environnementale (marquage CE, conformité RoHS, etc.) ;
- Des critères spécifiques de performance, de durabilité, et de fiabilité adaptés à une utilisation domestique ;
- Les spécifications techniques détaillées dans le BPU (Bordereau des Prix Unitaires).

Les usages prévus incluent :

- L'équipement des logements de fonction pour les besoins quotidiens des occupants ;
- Les espaces communs tels que les zones de repos et de restauration pour le personnel ;
- L'amélioration du confort des patients.

La liste des appareils les plus souvent utilisés est recensée dans le bordereau des prix unitaires (BPU), le prestataire doit proposer l'ensemble de ces équipements. Les matériels proposés dans le BPU doivent être neufs dans leur emballage d'origine et sous garantie. Les quantités indiquées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) sont des quantités estimatives. Le DQE n'a pas de valeur contractuelle.

b. Matériel issu du réemploi ou reconditionné

Le Titulaire peut proposer un matériel issu du réemploi ou reconditionné à la demande de l'Etablissement lors du passage de son bon de commande.

La notion de reconditionnement est entendue dans le Code de la consommation : les matériels doivent être remis en conformité, notamment au regard des obligations légales de sécurité et à l'usage auquel l'acheteur peut s'attendre. Cela comprend toute opération permettant de remettre les produits à l'état d'origine, après usure ou panne.

La notion de réemploi est entendue comme toute opération par laquelle des produits sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. Le Titulaire doit indiquer l'année de construction du matériel proposé dans chacun de ses devis. Le Titulaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour répondre aux demandes des établissements.



3. Prestation d'installation

Sur demande spécifique, le Titulaire peut être en charge de la mise en service de certains appareils avec explication du fonctionnement aux utilisateurs. Cette demande est spécifiée sur le bon de commande.

Le Titulaire doit débarrasser le site de tout emballage, résidu et produit résultant de son intervention.

Les prestations d'installation du matériel sont comprises dans le marché et consistent en :

- La livraison des équipements dans l'Etablissement, incluant le transport et la manutention des appareils neufs jusqu'au point d'installation, sans que le pouvoir adjudicateur puisse fournir quelque apport en main d'œuvre ou moyen de manutention que ce soit ;
- Si l'établissement le demande, la mise en service de l'équipement, comprenant : la mise en tension, la vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et la démonstration des fonctionnalités de base par l'installateur ;
- Le déballage et l'évacuation des emballages ;
- La pose de tous supports et accessoires de fixation des équipements ou l'adaptation des supports existants ;
- La remise en état des lieux après intervention et réparation des installations que l'intervention aurait éventuellement détériorées ou modifiées ;
- La reprise du matériel usagé à la demande du pouvoir adjudicateur.

Le matériel doit être livré en une seule fois, avec l'ensemble des accessoires nécessaires à son utilisation complète. Les prestations décrites ci-dessus sont incluses dans le coût des appareils.

4. Modalités d'exécution

a. Rupture de stock

Pour les lots 1 et 2, le titulaire doit assurer la continuité de l'approvisionnement. Si le prestataire est en rupture de stock du matériel demandé et qu'il ne peut pas livrer le matériel dans le délai de livraison notifié dans le marché, le prestataire doit proposer un produit de qualité équivalente ou supérieure à celle des produits initialement commandés sans supplément de prix.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de proposer le matériel dans une gamme équivalente ou supérieure et sans supplément de prix, l'ordonnateur se réserve le droit de commander cette fourniture à un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire du marché.

Dès la fin de commercialisation d'un matériel de référence chiffré au BPU, le Titulaire doit proposer aux établissements du GHT, un équipement de remplacement ayant les mêmes caractéristiques techniques à un coût qui ne pourra pas être supérieur à celui du modèle remplacé. Si le GHT accepte cette proposition, le nouveau produit sera intégré au marché par une nouvelle annexe intitulée « mise à jour » et ne donnera pas lieu à un avenant.



b. Promotions

Pour les lots 1 et 2, le titulaire peut proposer des tarifs promotionnels sur les produits faisant l'objet du présent marché. Les prix promotionnels ne pourront en aucun cas être supérieurs à ceux pratiqués au titre du marché.

Dans le cas où un établissement est intéressé, le prestataire établira un devis avec la mention promotion. En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

c. Délai de production d'un devis

Le titulaire s'engage à respecter au minimum la description du produit, le prix, le délai de livraison, la garantie et les services. De plus, il pourra proposer ponctuellement des améliorations à l'ordonnateur, que ce soit par une montée en gamme du produit commandé, par des conditions commerciales avantageuses ou des services additionnels.

Pour les lots 1 et 2, le titulaire devra fournir un devis au service ordonnateur dans un délai maximum de deux jours ouvrés après la demande. Ce devis pourra inclure une proposition de matériel équivalent ou une bonification de l'offre commerciale (prix, délai de livraison, garantie, services). De plus, un interlocuteur dédié est attendu par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire pourra proposer la mise en place d'un outil gratuit en ligne permettant aux établissements de faire leurs devis eux-mêmes. Toutefois, sur demande expresse d'un établissement, le titulaire devra produire lui-même le devis.

5. Garantie et service après-vente

a. La garantie

Le titulaire indiquera pour chaque produit la garantie « constructeur », en précisant les modalités déclaratives, la durée, les limites de garantie et les frais couverts dans le cadre de la garantie.

La garantie à minimum, exigée par le GHT, pour les produits faisant l'objet du présent marché est de :

- 24 mois pour le lot 1 (Gros électroménager)
- 12 mois pour le lot 2 (Petit électroménager)

Dans le cadre de la garantie, tous les frais liés à la réparation du matériel seront pris en charge par le Titulaire.

Le titulaire indiquera pour chaque produit le coût d'une extension de garantie permettant d'atteindre ces durées et ces services.

Pendant la période de garantie, le service ordonnateur ouvre, dans le respect de la procédure de déclenchement du service après-vente du titulaire, une demande d'intervention SAV. Le délai d'intervention SAV démarre à l'ouverture du ticket SAV.

Le candidat s'engage à notifier l'établissement de la prise en compte du ticket SAV dans un délai de 72h ouvrées maximum à compter du contact par l'établissement.



Si le candidat doit procéder à l'approvisionnement de pièces détachées pour réaliser la réparation, alors celui-ci informera de manière formelle le service ordonnateur sur le délai maximal de la réparation. Ce délai ne pourra excéder 15 jours ouvrés.

Au-delà de ce délai, la société devra proposer une solution alternative assurant le bon fonctionnement de l'établissement. Le titulaire expliquera les conditions de remplacement du matériel défectueux pendant la période de garantie et dans le cadre d'une utilisation normale.

Toute intervention fera l'objet d'un rapport détaillé.

La garantie s'applique à chaque matériel acquis durant le marché et indépendamment de la date de fin du marché.

b. Le service après-vente

Le candidat précisera dans son mémoire en réponse à ce marché :

- La localisation géographique des locaux du SAV
- La procédure en cas de déclenchement du service après-vente
- Le délai moyen d'intervention sur site suite à ouverture d'un ticket SAV
- Le délai moyen constaté pour l'envoi des pièces détachées,
- Les horaires d'ouverture du SAV

6. Développement Durable

Les offres des candidats seront évaluées sur leurs engagements et actions en matière de développement durable et politique environnementale. Les candidats exposeront leur politique en matière de respect des principes du développement durable et particulièrement en ce qui concerne le dispositif mis en œuvre pour le retraitement des appareils en fin de vie.

7. Modalités de livraison spécifiques au CHU Amiens Picardie

Les fournitures sont livrées sur la plateforme logistique, prêtes à être déchargées.

Le titulaire doit communiquer le nom du transporteur du ou des sous-traitants nationaux ou régionaux (avec indication et mise à jour périodique de ceux-ci), et le type de transport utilisé (affrètement ou messagerie). Le titulaire doit s'assurer que le prestataire chargé du transport dispose des moyens matériels et humains nécessaires à la livraison jusqu'aux lieux indiqués dans la commande.

Le titulaire doit informer son transporteur des contraintes d'accès pour chaque lieu de livraison afin qu'il puisse utiliser le véhicule ou les moyens adaptés.

Le titulaire s'engage à se conformer au point de livraison attaché à chaque commande. En cas de non-respect, toute fourniture égarée reste à la charge du titulaire.



Prise de RDV avec la réception :

Le CHU d'Amiens pourra exiger au prestataire des livraisons sur des créneaux horaires, qui seront à définir après la notification du marché.

Horaires de livraison

La livraison des fournitures pourra se faire tous les jours du lundi au vendredi de 7h30-14h. Lorsqu'il y a plus de trois palettes à livrer, une prise de rendez-vous est nécessaire.

Livraison exceptionnelle

En cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, grèves de transport, etc.), des livraisons pourront être autorisées en dehors des conditions habituelles.

Document de transport

Le transporteur présente à sa convenance tout document : lettre en voiture, récépissé ou bon de transport correctement rempli : nombre de palettes, nombre de colis, poids total, identification claire de l'expéditeur, jour de prise en charge, jour de livraison.

Sauf mention de livraison partielle sur le bordereau de livraison, le transporteur ne présente que des livraisons complètes.

Il ne doit en aucun cas palettiser des colis destinés au CHU d'Amiens venant d'expéditeurs différents.

Bon de livraison

Le titulaire (ou son transporteur) doit remettre à l'établissement un bon de transport signé par l'établissement, mentionnant la date et l'heure de livraison avec le numéro de commande associé.

Colis

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative aux limites du port de charges, en particulier se référer aux articles R. 4541-1 à R. 4541-9 du code du travail, la norme AFNOR X35-109 et le décret n° 92-958 du 3 septembre 1992 qui définissent la limite acceptable de port de charge en fonction de l'âge, du sexe du salarié, de la distance à parcourir et des caractéristiques de la tâche.

Le titulaire doit adapter le volume du contenant au contenu. Les colis doivent être identifiés et numérotés.

Les emballages devront présenter un degré de résistance et de solidité suffisants pour supporter sans dommage la manipulation dont ils feront l'objet lors des différentes phases de transport et de manutention.

Pour une livraison globale au magasin central, le titulaire s'efforcera de ne pas disperser un même article dans plusieurs colis sauf en cas de pré-colisage.

Palettes

Le format de palette utilisée est de type « européenne » : 80 x 120 cm.

Pour la hauteur maximale des palettes, elles ne doivent pas dépasser 2m30.

Les palettes ne doivent pas être gerbées entre elles.



Identification des palettes

Les informations minimales à faire figurer sur l'étiquette des palettes sont les suivantes :

- Numéro de commande
- Identification de l'émetteur de la commande
- Identification de l'expéditeur
- Numéro du bon de livraison correspondant
- Adresse de livraison complète du magasin et/ou du service.
- Nombre total de colis
- Poids des colis

Les palettes devront être homogènes et bien construites (produit lourds en bas afin d'éviter l'écrasement) avec un film inviolable identifiant clairement l'expéditeur.

Identification et présentation du personnel de livraison

Le livreur doit être facilement identifiable : son nom et celui de la société qu'il représente, doivent être visibles. Il doit respecter la signalétique et le règlement intérieur du CHU d'Amiens. Une tenue correcte et adaptée (Chaussure de sécurité et gilet jaune) est exigée.

Contrôles de conformité

Les contrôles des livraisons se font conformément aux articles 22 au 25 du CCAG/FCS.

Lorsqu'il sera constaté que les conditionnements sont détériorés, la livraison pourra être refusée.

L'ensemble des marchandises livrées doit correspondre aux stipulations du présent cahier des charges.

Reliquats

Tous les colis d'une commande doivent être livrés en une seule livraison, toute livraison partielle sera refusée, sauf acceptation expresse du CHU Amiens Picardie.

En cas d'acceptation d'une livraison partielle, les articles manquants et leur date de disponibilité ultérieure doivent apparaître sur le bon de livraison. Ils sont livrés automatiquement dans un délai de 10 jours ouvrés maximum, sauf exceptions justifiées et acceptées par l'établissement. Passé ce délai, les pénalités stipulées à l'article Sanction seront appliquées.